



# LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 47 - 24 mai - 2017

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

## Contre Macron et son gouvernement au service des actionnaires, imposer une autre politique !

Macron et son premier ministre (ex-LR, ami de Juppé) ont nommé un gouvernement composé pour une bonne part d'anciens ministres de Chirac, Sarkozy et Hollande et de députés, de sénateurs, de maires issus des différents partis de droite, du centre ou de gauche ; des partis qui depuis 30 ans se partagent le pouvoir et mènent une même politique libérale contre les classes populaires. Drôle de « renouveau »...

Ces politiciens et gens d'appareil ou issus des directions de grandes entreprises entendent ensemble amplifier l'offensive pour le compte du grand patronat. Et ils veulent maintenant que les électeurs et les électrices leur donnent une majorité au Parlement !

Macron met en avant ceux de ses candidats issus de la prétendue « société civile ». Ils ou elles sont patrons, cadres, avocats, médecins..., des candidats à l'image du programme : « *libérer le travail* (c'est-à-dire lever tous les freins à l'exploitation) *et soutenir les entreprises* ». Il compte continuer à démanteler le droit du travail, veut supprimer des milliers d'emplois dans les services publics, s'attaquer au système de retraite, au financement du chômage et... gouverner par ordonnance pour couper court à toute éventuelle opposition.

Il disait vouloir « *réunir la gauche et la droite* », c'est réussi : il réalise la synthèse des politiques antisociales, de la réforme des retraites de Juppé en 1995 à la loi Travail qu'il a initiée en 2016 !

### Faire entendre nos exigences !

Emmanuel Macron est un ennemi déclaré, décomplexé, du monde du travail.

Il est urgent que face à lui la population travailleuse, les chômeurs, les jeunes, celles et ceux qui subissent la précarité, les bas salaires, qui galèrent au quotidien pour se loger, se déplacer, vivre... nous nous fassions entendre, que nous prenions nos affaires en main pour défendre nos intérêts.

Cela veut dire contester le pouvoir politique et économique de la poignée de privilégiés qui sèment le chômage, la misère, mènent la société à la catastrophe pour maintenir leurs profits. Cela ne pourra se faire qu'à travers nos mobilisations, dans la rue, dans les entreprises, en posant la question de qui dirige la société, l'économie.

La révolte du monde du travail est profonde : dans la Creuse

les ouvriers de GM&S, sous-traitant de l'automobile, mènent une lutte radicale contre la menace de fermeture de leur usine. Les annonces de plans sociaux et de fermetures d'entreprise se multiplient : Tati en liquidation judiciaire, Whirlpool fermé à Amiens, Engie (l'ancien GDF-Suez) annonce 1900 suppressions de postes, la verrerie d'Arques (Pas de Calais) met 5500 emplois sur la sellette... Partout les patrons sont à l'offensive, et ils peuvent compter sur le gouvernement.

Face à cela, il nous faut œuvrer à l'unité du monde du travail, de nos luttes, pour défendre nous-mêmes, ensemble, nos intérêts.

Il faut saisir toutes les occasions pour faire entendre les exigences du monde du travail, de la jeunesse, des classes populaires, préparer la riposte nécessaire dans la perspective d'une autre société.

### C'est pour cela que le NPA présente des candidat-e-s dans les 1ère, 4ème et 7ème circonscriptions de Gironde.

Ces élections ne changeront pas nos vies mais elles nous permettent de dire que nous ne sommes pas dupes, que nous ne marchons pas dans cette mascarade politicienne et que nous sommes convaincus que l'avenir dépend de nous, de nos mobilisations.

#### 1ère circonscription

**Isabelle Larroquet, infirmière**

Remplaçant :

**Eric Lafargue ouvrier dans l'automobile**

#### 4ème circonscription

**Christine Héraud, enseignante, élue à Cenon**

Remplaçante :

**Monica Casanova, enseignante, élue à Lormont**

#### 7ème circonscription

**Laurent Delage, électromécanicien**

Remplaçante :

**Isabelle Ufferte, infirmière à la retraite**

## **GM&S INDUSTRY : TRAVAILLEURS EN ÉTAT DE LÉGITIME DÉFENSE !**

Le 10 mai, les salariés en lutte de l'équipementier automobile GM&S de La Souterraine, dans la Creuse, ont détruit devant les caméras de télévisions plusieurs de leurs machines et annoncé leur intention de faire sauter leur usine. Leur objectif : attirer l'attention sur la menace du patronat de faire sauter leurs emplois, avec la fermeture programmée de celle-ci. Depuis près de six mois, ils sont en lutte contre le démantèlement de leur usine, mise en redressement judiciaire et dont la liquidation pourrait être prononcée le 23 mai.

PSA et Renault sont directement responsables de cette asphyxie, liée à l'effondrement de leurs commandes à cette usine. L'Etat est actionnaire de ces deux groupes automobiles et Macron, ancien ministre de l'économie de Hollande, s'était directement impliqué dans la restructuration de l'industrie automobile française. Ils ont donc les moyens d'agir et d'empêcher la liquidation de cette entreprise et la suppression de 279 emplois.

Le mardi 16 mai dans une ville de 6 000 habitants, une manifestation a rassemblé près de 3 000 personnes. L'occasion pour les salariés de rappeler qu'ils ne lâcheront rien et qu'ils se batront jusqu'au bout. Avec la perspective d'une montée nationale à Paris pour aller crier : « Manu, ça sent le gaz » !

Ça sent tellement le gaz que le gouvernement a dû se mouiller. Bruno Le Maire, ministre de l'économie a publié un communiqué ce dimanche 21 mai, pour promettre que Peugeot et Renault allait finalement augmenter leurs commandes pour assurer un chiffre d'affaires de 25 millions.

Rien n'est gagné pour les 279 salariés de GM&S mais ce premier résultat, ils le doivent entièrement et uniquement à leur mobilisation.

### **Monsieur flashball à l'Élysée**

Emmanuel Macron a nommé, Patrice Strzoda comme directeur de son cabinet. Le bonhomme est bien connu dans l'Ouest puisqu'il a été préfet de Bretagne entre 2013 et 2016 avant de rentrer au cabinet de Cazeneuve. Surnommé "Monsieur flashball", il a été le véritable metteur en scène des violences policières subies à Rennes ces dernières années notamment durant les manifestations contre la loi Travail. Sa gestion de l'ordre s'est bien plus apparentée à une chasse aux militants, à une volonté de marquer dans les chairs (ou les yeux) les contestataires à leurs lois liberticides ou libérales.

Ce triste sire est aussi bien connu des sans papiers et de leurs soutiens puisqu'il s'est employé à rendre les démarches administratives de plus en plus compliquées et la chasse aux migrants une règle, dans la pure continuité de Sarkozy/Hortefeux.

Cette nomination est bien une preuve supplémentaire que la présidence Macron s'annonce comme la poursuite des politiques libérales et liberticides menées depuis des an-

nées, politiques menées avec la plus grande brutalité, par les mêmes personnes.

Aucun état de grâce pour Macron, l'offensive libérale est en marche, construisons les résistances dès maintenant !

### **Nous ne pouvons compter que sur nous même !**

Nous le vivons tous les jours, il y a une contraction flagrante entre les travailleurs qui bossent 35, 40 heures ou plus par semaine, ceux qui bossent à temps partiel imposés le plus souvent, y compris les travailleurs précaires et les millions de chômeurs. Nous pouvons dire que nous perdons notre vie au travail, et d'autres en sont privés, pour le plus grand profit des patrons du CAC 40 et leurs actionnaires. Ils peuvent ainsi peser sur les salaires et les conditions de travail en mettant les salariés en concurrence.

Macron et son nouveau gouvernement n'y changeront rien, il n'est pas question pour eux de déclarer la guerre au chômage, de faire de l'emploi leur première préoccupation bien au contraire. C'est à l'aggravation de nos conditions de travail qu'ils veulent s'atteler en accélérant la destruction du Code du travail par exemple.

Ce n'est pas tout, pour le coup, dans les premières mesures à prendre pour eux, il y a la suppression des cotisations salariales, remplacées par une hausse de la CSG, le plafonnement des indemnités prudhommales en cas de licenciement sans causes réelles et sérieuses, l'étatisation de l'assurance chômage, la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique... Bref, une cure d'austérité encore et toujours.

C'est clair nous n'avons rien à attendre de ces gens là ! Pour l'amélioration de nos conditions de vie, pour lutter efficacement contre le chômage, et interdire les licenciements, nous ne pourrions compter que sur nous même. Et il y a urgence.

\* \* \* \* \*

### **Soutenez nos candidatures aux législatives versez et faites verser à la souscription 2017 du NPA**

Vous pouvez souscrire en ligne au <https://souscription.npa2009.org/>

ou par chèque à NPA souscription remis à nos militants ou envoyé à :

**NPA souscription**  
2 rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable selon le code électoral.